



HAL
open science

État-Nation : un couple indissociable ?

Mohammad-Saïd Darviche

► **To cite this version:**

Mohammad-Saïd Darviche. État-Nation : un couple indissociable?. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2001, 14 (1), pp.3 - 15. 10.3406/pole.2001.1101 . hal-01696499

HAL Id: hal-01696499

<https://hal.science/hal-01696499>

Submitted on 30 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

État-Nation : un couple indissociable ?

Mohammad-Saïd Darviche

Résumé

Après avoir évoqué la manière dont les approches fonctionnalistes et étatistes organisent intellectuellement la congruence de l'État et de la Nation, cet article invite à repenser leurs rapports sur un mode plus complexe. Il introduit ainsi ce numéro de Pôle Sud orienté dans le sens d'une relativisation du couple statonational ; relativisation qui permet une compréhension moins normative des identités collectives dans les sociétés contemporaines, plus spécialement celles d'Europe du Sud.

Abstract

After evoking the way functionalist and statist approaches organize intellectually the congruence of State and Nation, this paper invites to reconsider their relations in a more complex mode. Thus, it introduces this Pôle Sud issue which is oriented towards a relativization of the nation-state couple. A relativization which allows a less normative understanding of collective identities in contemporary societies, more specially those from southern Europe.

Citer ce document / Cite this document :

Darviche Mohammad-Saïd. État-Nation : un couple indissociable ?. In: Pôle Sud, n°14, 2001. État ou nation(s) ? pp. 3-15;

doi : 10.3406/pole.2001.1101

http://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_2001_num_14_1_1101

Document généré le 10/06/2016

État-nation : un couple indissociable ?

Mohammad-Saïd Darviche

CEPEL/Université de Montpellier I

Résumé/Abstract

Après avoir évoqué la manière dont les approches fonctionnalistes et étatistes organisent intellectuellement la congruence de l'État et de la Nation, cet article invite à repenser leurs rapports sur un mode plus complexe. Il introduit ainsi ce numéro de *Pôle Sud* orienté dans le sens d'une relativisation du couple statonational ; relativisation qui permet une compréhension moins normative des identités collectives dans les sociétés contemporaines, plus spécialement celles d'Europe du Sud.

After evoking the way functionalist and statist approaches organize intellectually the congruence of State and Nation, this paper invites to reconsider their relations in a more complex mode. Thus, it introduces this Pôle Sud issue which is oriented towards a relativization of the nation-state couple. A relativization which allows a less normative understanding of collective identities in contemporary societies, more specially those from southern Europe.



Mots-Clés/Keywords

État, intégration sociale, intégration systémique, nation

Nation, social integration, State, systemic integration

Dans son article, “construction étatique et construction nationale”, publié dans le numéro 7 de *Pôle Sud* (1997), Juan Linz soulignait la nécessité de penser la question nationale en tant que variable indépendante de l’État. Dans un raisonnement marqué historiquement par le dégel politique à l’Est et philosophiquement par une posture pragmatique, l’auteur indiquait alors qu’étant donné le nombre bien plus important de “nations” reconnues par la communauté internationale – ou tout du moins déclarées comme telles par ceux qui luttent pour leur reconnaissance – par rapport au nombre d’États effectivement constitués, une conception purement statonationale de la modernité sociopolitique devenait intenable. S’ouvrait donc la nécessité d’imaginer une nouvelle articulation de l’État et de la nation qui ne pouvait donc plus être celle de leur confusion.

Cette idée avait déjà été avancée quelques années auparavant par Anthony Smith (1986), spécialiste de la question nationale, mais dans une perspective éthique différente. Alors que pour Smith, la reconnaissance de la spécificité des minorités nationales par l’État se fonde sur l’authenticité anthropologique de leurs dimensions culturelle et historique (Darviche, 2000), pour Linz elle répond à

l’impératif de réduction de tensions dommageables pour les ordres étatiques et interétatiques. Mais que ce soit dans une volonté de limitation de la violence ou de reconnaissance de la différence, les deux auteurs sont d’accord sur la nécessité de repenser la démocratie politique sous l’angle de la prise en compte d’intérêts particuliers fondés sur l’identité nationale et non à partir du travail classique des États modernes d’unification des consciences.

Ce faisant, Linz et Smith ont exhumé le concept d’“État multinational” autrefois imaginé par les austromarxistes Karl Renner (1998) et Otto Bauer (1987) à propos de l’organisation de l’Empire Austro-Hongrois de la fin du XIX^e siècle et qui allait tomber dans l’oubli avec la Première guerre mondiale. Cette idée dérangeante pour qui a baigné dans l’idéologie des Lumières et qui a du mal à dissocier l’individu “citoyen” de l’individu “national”, n’en est moins stimulante pour la recherche d’instruments intellectuels alternatifs pour appréhender la question nationale.

Mais avant de rechercher les éléments de pertinence de cette idée, il est nécessaire de rappeler les présupposés théoriques et éthiques qui engendrent l’association de l’État et de la nation.

L'association de l'État et de la nation

Cette association se retrouve aussi bien dans la tradition fonctionnaliste que dans la tradition "étatiste"; les deux renvoyant à une nécessaire intégration de la société, soit en raison des exigences fonctionnelles du système politique, soit du fait de la volonté étatique.

(i) Concernant l'approche fonctionnaliste, on évoquera la tentative la plus marquante de ces dernières années, celle d'Ernest Gellner. Son ouvrage *Nations et nationalisme* (1989), qui prolonge une réflexion engagée une vingtaine d'années auparavant (Gellner, 1964), a connu un succès étonnant en France eu égard à un contenu qui reprend des éléments théoriques connus depuis Durkheim. En effet, publié à une époque où les principes de l'État républicain commençaient à être discutés dans l'espace public (la question du multiculturalisme, "démocrates" versus "républicains", "Europe des nations" versus "Europe fédérale", etc.), l'ouvrage s'est trouvé être un formidable instrument de réhabilitation de la "Grande Nation" à la française. Symptomatique est à ce titre, la lecture "républicaine" faite de l'ouvrage notamment à travers la catégorie de l'État, alors que ce dernier est loin d'être l'élément central du raisonnement gellnérien. Comme il le souligne, lui-même, "la relation entre un État et une culture modernes (...) naît, inévitablement, des exigences de l'économie moderne" (Gellner, 1989, p. 197). Fidèle à un fonctionnalisme des plus classiques, ce qui intéresse l'auteur c'est avant tout la manière dont la société moderne s'"intègre". L'émergence du couple État-nation n'en étant en quelque sorte que le signe extérieur. C'est ainsi que l'intégration sociale est en dernière instance rapportée au processus d'"industrialisation".

En effet, l'hypothèse est que l'industrialisation entraîne des effets irréversibles sur les sociétés traditionnelles. Ces dernières ont une stratification horizontale et inégalitaire (castes, ordres), et la culture et le savoir y sont accaparés par les couches dominantes qui s'en servent pour se différencier de la majorité de la population et la dominer politiquement (*ibid.*, pp. 25-26).

L'industrialisation se traduit alors par deux phénomènes, liés entre eux, qui vont produire les valeurs modernes. Le premier est celui de la croissance économique qui va avoir comme résultat, au plan idéologique, l'invention de la notion de "progrès" (*ibid.*, p. 39). Il s'agit d'une valeur partagée par les membres de la société car produite par la réalité structurelle de la société et non une idéologie inventée par des philosophes bien intentionnés (Gellner, 1964, p. 151). Le deuxième phénomène engagé par l'industrialisation est la mobilité sociale. Contrairement aux sociétés agraires où les hiérarchies sont rigides, la société moderne se caractérise par une interchangeabilité de ses membres (Gellner, 1989, p. 45). Une formation intellectuelle commune dispensée par le système éducatif moderne permet à chacun de pouvoir se recycler dans la plupart des emplois. Cette mobilité professionnelle donc sociale a pour conséquence immédiate l'égalitarisme (Gellner, 1991, p. 243). De fait, "la société moderne n'est pas mobile parce qu'elle est égalitaire; elle est égalitaire parce qu'elle est mobile" (Gellner, 1989, p. 42).

Selon Gellner, le processus d'industrialisation est, à ses débuts, producteur de tensions et ce, pour deux raisons liées entre elles: d'une part, la société industrielle produit ses propres inégalités (*ibid.*, p. 111); d'autre part, le début de mobilité sociale, engagée par le processus d'industrialisation, est à l'origine de revendications égalitaristes. On est donc,

selon Gellner, dans un contexte anémique qui va favoriser l'émergence d'un nationalisme virulent. Revendications nationale et égalitaire vont ainsi se combiner : on est membre d'une même nation, donc on est des individus comparables, donc des individus égaux et vice-versa.

On peut dire que le nationalisme virulent de ce premier stade est l'expression pathologique accompagnant le passage d'une société agraire en voie de disparition et d'une société industrielle non encore établie. C'est donc le caractère inégalitaire des débuts de l'industrialisation qui serait à l'origine de cette première forme de nationalisme (Gellner, 1964, p. 166) dont la virulence est, "naturellement" amenée à disparaître avec les progrès d'une industrialisation qui, selon l'auteur, entraîne une égalisation des conditions (Gellner, 1989, p. 140).

C'est ainsi que l'on arrive au second stade de l'évolution de l'intégration sociale-nationale : celui de sa réalisation. Cette intégration renvoie, dans cette forme pour le moins idéalisée, à "une société reposant sur une technologie très puissante et fondée sur l'espoir d'une croissance soutenue. Cette croissance exige à la fois une division du travail mobile, et une communication soutenue, fréquente et précise entre des étrangers, ce qui implique un sens explicite commun transmis dans une langue standard et dans une écriture" (*ibid.*, p. 155).

Intervient ici, enfin, l'État dont le rôle, très largement instrumental, est d'accompagner la nécessité de communication exigée par l'industrialisation, par la mise en place d'un système éducatif capable de structurer et consolider une culture commune pour l'ensemble de la société.

Loin donc des interprétations quelque peu fantaisistes de *Nations et nationalismes*, Gellner n'a jamais attribué grand crédit à la volonté étatique dans la construction de la

nation. Il n'y a en effet pas de place pour une telle volonté dans le déterminisme fonctionnaliste. Le succès de l'ouvrage, ou plutôt de son interprétation erronée, voire intéressée, a d'évidence quelque chose à voir avec ce que Raymond Boudon appelle un "court-circuitage de la communauté scientifique" (Boudon, 1986) ; court-circuitage qui a été d'autant plus facile qu'il pouvait s'appuyer sur une réhabilitation de l'État dans la littérature sociologique.

(ii) Une figure de la théorisation du caractère volontariste de la construction nationale par l'État est celle proposée par la sociologie historique. En effet, celle-ci s'est développée dans les années 70 et 80 en réaction aux analyses fonctionnalistes (Birnbaum, 1975, pp. 261-262) en focalisant ses recherches sur la formation de l'État.

Durant cette période, en s'appuyant sur une conception structuraliste de l'État, les auteurs vont pécher par l'excès inverse du fonctionnalisme. L'État va ainsi retrouver son statut de Léviathan que lui avait déjà accordé la tradition philosophico-juridique (Migdal, 1997). En effet, partant de la conception wébérienne de l'État fondée en dernière instance sur la violence légitime, l'ouvrage fondateur dirigé par Charles Tilly, *The Formation of National State in Western Europe* (1975), s'articule presque entièrement¹ autour de la manière dont l'État pénètre, structure et contrôle la société à travers le cycle "extraction-coercition". L'histoire de l'État moderne, dont on situe la naissance en Occident, est celle de la lente sédimentation et institutionnalisation d'un appareil puissant de maîtrise de l'environnement social. Ce "durcissement" de l'État ne pouvait que conduire à une mise aux oubliettes de la société en tant que force active. Si donc on avance le concept d'État-nation, c'est donc pour mieux éviter de parler

d'une nation qui, dans cette perspective, ne peut être que la créature de l'État.

Dans le même ordre d'idée, mais de manière plus nuancée, Bertrand Badie et Pierre Birnbaum (1982), ont tenté un infléchissement de cette approche en distinguant les "États forts" des "États faibles". Alors qu'au sein de ces derniers, la société dispose d'une autonomie de régulation certaine, les seconds se caractérisent par une forte domination bureaucratique. Parmi ces derniers, où la mobilisation militante et militaire de la société est la plus marquante, on peut véritablement parler d'une "étatisme de la nation" (Birnbaum, 1981). Toutefois, si la "société nationale" peut avoir un statut propre dans certains cas, il ne peut cependant pas être pensé en dehors du cadre unificateur et monolithique de l'État.

Un pas supplémentaire dans la "dédensification" de l'État est franchi par Charles Tilly lui-même avec son ouvrage *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe* (1992a). L'auteur y enrichit sa réflexion sur la contrainte étatique en introduisant la variable "capital" empruntée à la tradition marxiste. Ainsi, "alors que le capital définit le royaume de l'exploitation, la contrainte définit celui de la 'domination'" (*ibid.*, p. 45). En posant ces deux variables de manière indépendante dans l'absolu, Tilly s'ouvre une perspective qui, d'une part, lui évite de tomber dans un déterminisme en dernière instance de l'une des deux variables et, d'autre part, lui permet de se retourner sur l'histoire et d'observer le cheminement et la combinaison des deux variables sur la longue durée. Il constate ainsi que sont nés de cette combinaison trois grands types de parcours étatiques : à forte contrainte, à fort capital, à contrainte capitalisée.

Des trois parcours, seul le dernier a survécu en raison de l'articulation optimale du capital et de la contrainte. L'excès de contrainte ne

peut, en effet, persister sans capital. Quant à ce dernier, sans la mise en place d'un appareil de coercition solide, il est à la merci des appétits. C'est donc historiquement les entrepreneurs politiques qui ont su mettre en place le cercle vertueux du capital et de la contrainte qui ont réussi.

Toutefois, à aucun moment cet équilibre n'est considéré par l'auteur comme pouvant être remis en question. On retrouve *in fine* l'État comme formule ultime de l'organisation politique, dont la France et surtout l'Angleterre seraient les parfaites incarnations. Dans les deux cas, le pouvoir politique a su intégrer les détenteurs de capital dans la logique contraignante de la construction étatique. Cela a eu une double conséquence : d'un côté l'appareil de l'État a eu les moyens financiers pour mettre en place un appareil de domination suffisamment puissant pour pérenniser et institutionnaliser sa domination sur le territoire ; de l'autre, cette contrainte pouvait être tolérée sur la longue durée. L'État a donc dû élaborer des systèmes de médiation avec la société civile pour légitimer ses actions contraignantes à l'intérieur mais aussi à l'extérieur.

C'est donc dans les "parcours à contrainte capitalisée" que l'on trouve un niveau d'institutionnalisation suffisant pour que les intérêts de la "nation" (dans un premier temps la bourgeoisie) soient pris en compte dans la définition de l'action de l'État. Tilly résume son point de vue sur les effets de cette dernière trajectoire comme suit : "Le fondement de ce que nous appelons 'citoyenneté' est en fait le résultat de négociations multiples menées par les dirigeants tout au long de leurs luttes à propos des moyens exigés pour l'action de l'État, et spécialement des moyens de faire la guerre. La négociation était évidemment inégale (...). Pourtant, même la répression à force ouverte des rébellions contre les taxes et

la conscription comprenait aussi bien un ensemble d'arrangements entre ceux qui coopéraient à la 'pacification', que la confirmation publique des moyens pacifiques par lesquels les citoyens ordinaires *pouvaient* de plein droit demander les rectifications des erreurs et des injustices de l'État" (*ibid.*, pp. 172-173).

De fait, Tilly réintroduit la société nationale dans l'appareil d'État, puisque cette intégration est la condition même de son existence. Cette démonstration pour brillante qu'elle soit n'en est pas moins problématique. En premier lieu, Tilly ne distingue pas entre les différents régimes dont l'État peut prendre la forme. L'intégration de la nation au sein de l'État au moyen d'un Parlement a longtemps fonctionné comme un idéal même en Europe, la société civile étant le plus souvent sous la coupe de l'État que son "associé". Ensuite, et surtout, si au départ de son raisonnement, Tilly avait commencé par relativiser la forme statonationale, c'est pour mieux la retrouver, puisque le modèle de l'État-nation inventé en Angleterre et en France devient en quelque sorte l'horizon vers lequel va tendre l'ensemble de l'Europe à partir de l'incontournable traité de Westphalie, puis le reste du monde.

Sa préférence pour l'État-nation doté d'un régime démocratique, Tilly l'affirme dans les dernières lignes de son ouvrage qui révèlent par ailleurs les limites de son travail: "jusqu'à ce que d'autres formes viennent remplacer l'État national, aucune alternative n'est viable. La seule vraie réponse est de détourner l'immense puissance des États nationaux de la guerre et de l'orienter vers la justice, la sécurité des personnes et de la démocratie. Mon enquête n'a certes pas montré comment accomplir cette tâche gigantesque; mais elle a peut-être suggéré combien cette tâche est urgente" (*ibid.*, p. 369).

Reste à savoir si considérer l'État-nation comme la seule forme d'organisation de la nation pouvant se marier avec la démocratie et le respect des droits individuels et collectifs n'est pas le meilleur moyen de les condamner. Autrement dit, ne faut-il pas, comme l'auteur le suggère lui-même dans un article ultérieur, éviter d'être "prisonniers de l'État" (Tilly, 1992b)?

Au total, que ce soit du point de vue fonctionnaliste qui enferme la question de la nation dans celle de la modernisation (du "progrès") de la société dont l'État est le régulateur ou, de celui des étatistes, qui en font, dans le meilleur des cas, l'associé exclusif de l'État, dans le pire, sa chose, la nation n'est jamais pensée en dehors de l'État. Dans les deux cas, les rapports entre État et nation, autrement dit, de l'autorité politique et de la société, restent fondamentalement liés à une certaine vision du progrès et des droits propre à la tradition des Lumières. Dans cette conception, les droits dans une société "civilisée" sont exclusivement des droits individuels et ne peuvent être assurés que dans le cadre d'un État qui est au fondement de l'existence citoyenne des nationaux. C'est dans la construction à l'échelle de l'État d'une identité (nationale) qu'est pensée l'existence de l'individu. Sans revenir sur le problème des tensions entre les dimensions contradictoires de l'appartenance statonationale elle-même (citoyen *versus* compatriote) (Habermas, 1998²), rappelons simplement avec Linz que la disproportion entre nations, reconnues ou non, et États demeure en soi problématique.

Relativiser la forme statonationale

Entendons-nous, il ne s'agit pas d'avancer que la forme statonationale est désormais

dépourvue de sens, mais plutôt de la “provincialiser”. Il paraît, en effet, difficile aujourd’hui d’en faire l’horizon ultime de toute communauté politique.

(i) En reprenant la définition qu’Anthony Giddens (1986) donne à la distinction entre “intégration systémique” et “intégration sociale”, on peut tenter de faire de l’État-nation un moment d’équilibre privilégié propre à certains États du nord-ouest européen entre ces deux formes d’intégration. Rappelons que par intégration sociale, l’auteur entend un ensemble d’interactions se caractérisant par des relations de co-présence. À l’opposé, l’intégration systémique concerne les interactions structurées sur la distanciation spatio-temporelle. Une formation sociopolitique est obligatoirement une combinaison de ces deux formes d’intégration. À partir de cette distinction, l’auteur peut donc lire l’histoire des sociétés humaines sur la très longue durée.

Dans un raisonnement très proche de celui de Jürgen Habermas (1978a, 1987) – mais sans les présupposés éthiques et fonctionnalistes de ce dernier – cette histoire est celle d’une disjonction entre intégration sociale et intégration systémique, ainsi que du développement continu de ce dernier (Giddens, *op. cit.*, pp. 239 et s.) qui engendre une abstraction de plus en plus importante des relations sociales. La forme statonationale est, dans cette perspective, celle qui va permettre aux figures de l’intégration systémique (économie capitaliste et “surveillance” étatique) de reformater l’intégration sociale (la vie “locale”) dans le sens de cette abstraction croissante. Cette approche serait finalement assez proche de la sociologie de l’État, si l’auteur n’y apportait pas deux inflexions fondamentales. En premier lieu, dans le même ouvrage, Giddens relève que la forme statonationale, loin d’être

la seule forme d’organisation sociopolitique, cohabite au sein d’un “système mondial” avec d’autres centres politiques et souvent à leur détriment (Wallerstein, 1988). Ensuite, dans un ouvrage ultérieur, il indique qu’une des caractéristiques fondamentales de la modernité socio-politique est celle de la réflexivité des systèmes socio-politiques modernes (Giddens, 1990). Alors que dans les civilisations traditionnelles, la réflexivité se limite à l’interprétation de la tradition, la réflexivité moderne implique que les pratiques sociales soient “constamment examinées et réformées à la lumière des informations obtenues concernant ces mêmes pratiques, altérant ainsi leurs caractéristiques” (*ibid.*, p. 38).

De fait, la modernité marque donc bien la fin de la “Vérité” naïvement acceptée ; les évidences sont désormais fabriquées et par là même soumises à la critique. Cette nouvelle machinerie de production de vérités, par définition relatives, est, selon l’auteur, devenue une véritable institution avec sa cohorte d’intellectuels et d’experts diseurs de “certitudes” (Giddens, 1994).

Dès les débuts du capitalisme, les conditions matérielles sont réunies pour que naisse une imagination permettant le transfert des référents issus des relations de face-à-face à un niveau d’interaction plus abstrait. Ces conditions sont pour Benedict Anderson (1983) liées au développement du “capitalisme de l’imprimé”. Les supports écrits ont d’abord permis la propagation d’une vision abstraite du monde qui va permettre aux acteurs sociaux d’imaginer des situations qui dépassent leur existence quotidienne et le cadre des interactions de face-à-face. Le “capitalisme de l’imprimé” a, par ailleurs, suivi et accéléré la naissance de langues nationales. En effet, il est contemporain de deux autres processus en cours qui ont mené à leur institutionnalisation.

Le premier processus est le déclin du latin en tant que langue légitime. D'un côté, le latin "authentique" devient objet d'étude de l'élite intellectuelle issue du mouvement humaniste qui condamne le latin oral commun hérité du moyen-âge. De l'autre, associé à l'autorité de l'Église, il va être rejeté par les sectes protestantes qui vont utiliser les langues vernaculaires (pratiquées au sein de communautés restreintes), compréhensibles par le peuple, pour propager leur religion. Le second processus concerne l'effort des États pour construire une langue nationale. C'était là un moyen de donner une identité à leur population que l'universalité du latin ne pouvait apporter. L'existence d'une langue nationale signifiait la légitimation du pouvoir politique auprès de sa population au nom de leur spécificité "ethnique" (qualités physiques et/ou morales). L'universalité de l'Église cédait ainsi la place à la particularité nationale, comprenons étatique.

Si l'on résume la pensée de Benedict Anderson, la "nation" est le résultat de la diffusion, à grande échelle, de produits de consommation culturels écrits dans une langue commune qui donnent à leurs lecteurs la conscience d'appartenir à une même communauté de communication. Sans la constitution d'une telle "conscience nationale", qui permet de ressentir une proximité à l'égard de personnes que l'on n'a jamais rencontrées, ne peut émerger la conscience d'appartenir à une communauté politique. L'"intégration nationale" apparaît ici comme le résultat d'un équilibre spécifique entre intégration sociale et intégration systémique incarné par l'État moderne.

Cette indication corrobore les réflexions sur la mise en place d'un imaginaire national, qui s'articulent sur des modes de raisonnements proches de l'"intégration sociale" et qui sont, par conséquent, structurés autour de

dispositifs linguistique, esthétique et éthique valorisant les dimensions empathiques de l'abstraction nationale (Thiesse, 1999). Tout se passe comme si la "famille", le "village", le "pays", autrement dit, tous ces référents ancrés dans les relations de face-à-face trouvaient une traduction suffisamment générale pour "humaniser" les systèmes abstraits, et ce sans pour autant se réduire à l'état de résidu fonctionnel de ces mêmes systèmes (Peres, 1989). Mais il n'en demeure pas moins que, malgré sa justesse, le raisonnement d'Anderson nous mène une nouvelle fois vers une conception volontariste de la construction nationale par l'État, dans la mesure où ce dernier vampirise en quelque sorte à son profit les potentialités ouvertes par l'"espace public" engendré par le capitalisme de l'imprimé.

Or, si on applique l'hypothèse de la réflexivité à cet "espace public", on doit admettre une autonomie relative (plus ou moins suivant les cas) de cet espace par rapport au pouvoir d'État (Habermas, 1978b). Dès le début du XIX^e siècle, l'idéologie nationale n'est pas uniquement instrumentalisée par les États, qui le plus souvent s'articulent autour de la légitimité monarchique, mais se retourne aussi contre eux soit sous la forme de "sociétés civiles" en guerre contre l'autoritarisme, soit sous la forme d'élites et/ou de masses se découvrant membres d'une nation autre que celle que leur impose le pouvoir d'État (Cobban, 1969; Hermet, 1996). Le troisième tiers du XIX^e siècle, très prolifique en retours réflexifs des sociétés occidentales sur elles-mêmes, sous la forme d'"invention de traditions" (Hobsbawm, 1984), ne fait que confirmer l'accélération de cette tendance.

(ii) L'idéologie nationale ainsi érigée en "sens commun" international contient déjà en elle-même les conditions d'une mise en crise de l'équilibre statonational. En effet

comment peut-on empêcher des formations sociales de se déclarer "nations" alors même que l'on a fait de l'existence nationale la condition préalable d'une existence politique (Ronen, 1979) ? L'idéologie nationale, un temps accaparée par les États du nord-ouest européen pour la structuration de leur propre communauté politique, a en quelque sorte échappé à leur stratégie et s'est propagée en tant que fondement "naturel" des relations interétatiques (Aron, 1984³). Pas étonnant alors que la "moralité" de la nation ait pu se transformer en "moralité" de la sécession (Buchanan, 1991), donc de la mise en cause de l'État et "sa" nation.

Si au XIX^e siècle, les États du nord-ouest européens pouvaient accorder des brevets d'existence nationale (les fameux critères de la "viabilité" nationale [Mill, 1946, p. 291]) dans le cadre de leur domination planétaire, le XX^e siècle n'en a pas moins vu la multiplication des brevets auto-octroyés ; la chute des différents empires (coloniaux et soviétique) est, en effet, passée par là.

Cette précarité de la forme statonationale inscrite dans la moralité nationale s'aggrave lorsque l'équilibre que certains de ces mêmes États avaient pu organiser, à un moment donné de leur histoire, entre intégration systémique et intégration sociale devient lui-même matériellement intenable. Le phénomène de "globalisation" sous toutes ses formes, même si elle tend à être à bien des égards une figure idéologique autour de laquelle se construit l'antagonisme entre ses tenants et ses opposants, n'en indique pas moins le désajustement croissant entre, d'une part, les formes d'identification (individuelles et/ou collectives) qui tendent à s'émietter, se superposer ou s'opposer et, d'autre part, les figures de plus en plus abstraites et lointaines du pouvoir sous tous ses aspects (économique, politique, culturel, etc.). Si en matière économique, la glo-

balisation n'est désormais un secret pour personne comme en attestent quotidiennement les marchés financiers (Aglietta, 1995), en matière politique, elle semble aussi mettre en crise la forme statonationale (Rosenau 1990 ; Badie, 1995, 1999). Au total, il semble bien que la modernité ne soit plus statonationale. Elle s'incarne dans un horizon "ethnique", ou culturel, érigé en idéologie (Smith, 1991 ; Bayart, 1996), qui loin d'être effacé par la globalisation s'en nourrit au contraire. À bien des égards, on assiste donc à une universalisation de la différence (nationale, ethnique, culturelle, sexuelle, etc.).

Dans le cadre de ce numéro de *Pôle Sud*, on s'intéressera à la manière dont la relativisation de la forme statonationale se réalise en Europe, plus particulièrement dans l'aire d'étude de la revue, à savoir le Sud. La première figure de la relativisation qui vient à l'esprit est celle qui concerne l'intégration européenne. Le dossier débutera donc avec la réflexion de Muriel Rambour sur deux manières de penser le dépassement de l'État-nation. Elle passe ainsi en revue le concept d'"État multinational" de Karl Renner et d'Otto Bauer qui tend à reconnaître la spécificité culturelle de chaque "nation" au sein d'un même État quitte à les naturaliser et celui de "patriotisme constitutionnel" inventé par Jürgen Habermas qui entend aller plus loin en articulant une identité européenne qui se cristalliserait autour des valeurs du Droit naturel.

Suivront quatre articles consacrés aux cas italien et espagnol. Ces deux pays se caractérisent, en effet, par leur faible intégration statonationale due, entre autres, à la faiblesse, voire l'inexistence, historique de l'État central, une religion catholique à visée "universaliste", un développement économique tardif et surtout très inégal (Rokkan, 1987). Par ailleurs, l'État-nation s'est confondue dans les esprits (démocratiques) avec le passé fasciste et donc

une domination autoritaire de l'État sur la (les) société (s) civiles (s). Aussi, suite aux bouleversements politiques fondamentaux vécus par les deux pays (transition démocratique pour l'Espagne, changement de République en Italie), la démocratie s'y est confondue avec une certaine vision de l'organisation étatique. Celle-ci devait alors tenir compte de la diversité des identités que l'on qualifie, suivant que l'on est étatiste ou anti-étatiste, de "régionales" ou "nationales". Le diagnostic des quatre articles n'est évidemment pas le même sur ces changements. La forme stato-nationale y est plus ou moins considérée comme défailante suivant l'approche et la sensibilité de l'auteur.

Ainsi, pour Mario Caciagli, la crise politique ouverte par l'avènement, sur la scène politique transalpine, de la Ligue Nord a eu un effet sur le débat public quant à la réalité d'une identité italienne. Considérant que la grande masse de la littérature grise produite sur la question dans les dix dernières années conclut un peu trop rapidement à l'inexistence d'une telle identité, il n'en reconnaît pas moins la faiblesse de celle-ci due à "un désajustement entre État et nation", qui pourrait alors faire des italiens les candidats les plus sérieux à un éventuel "patriotisme constitutionnel" au niveau européen.

Le diagnostic de Bernard Poche est plus radical : la crise de l'État a dissipé "l'écran de fumée" qui cachait les sociétés territoriales multiples. Dans une telle perspective, l'Italie n'existe pas. L'auteur invite donc à une compréhension ascendante et non descendante des représentations sociales. Ainsi, la société ne découle pas de l'État sous la forme d'"une nation", mais se construit par le bas. La tentative de la ligue du Nord de reconstruire l'État italien à partir de bases plus fédérales (voire confédérales) était une réponse possible, certes institutionnaliste et juridique,

mais en phase avec la "perpétuelle transaction" entre l'État et les sociétés "locales".

Dans une perspective intellectuelle proche, dans la mesure où elle fait appel aux apports de la phénoménologie et la sociologie de la connaissance, l'article d'Hubert Peres considère, au contraire, que les identités sub-étatique et étatique ("nationale") ne sont pas incompatibles. S'appuyant sur une comparaison France-Espagne, il constate que les acteurs sociaux ont la compétence de faire la connexion entre diverses identités s'inscrivant pourtant dans des temporalités et des espaces différents. Il est donc nécessaire selon l'auteur de ne pas se fier aux oppositions entre ces différentes identités considérées comme compatibles par la majorité des acteurs sociaux. Le durcissement de ces oppositions est souvent le fait d'idéologies "nationalistes" (étatiste ou anti-étatiste) qui sacralisent l'État et/ou la culture. S'il y a une relativisation de l'État-nation à réaliser c'est bien au plan intellectuel car, pour la multitude, il s'agit d'un fait parfaitement intégré.

La contribution de Romain Pasquier consacrée à la communauté autonome de Galice s'intéresse moins à l'identité ("historique") sur laquelle cette dernière a construit sa légitimité face à l'État espagnol, mais à la manière dont celle-ci peut être utilisée comme une ressource pour agir publiquement. Prenant l'exemple du territoire, un des fondements de l'existence de l'État si l'on en croit Max Weber, l'auteur nous montre qu'il est devenu un enjeu fondamental de lutte entre La Corogne et Madrid. De fait, la politique de redéfinition du territoire de la Galice est symptomatique de la remise en cause de l'autorité stato-nationale par les "nations historiques". La démonstration de Pasquier montre que la "comarcalisation" défendue par le gouvernement de la communauté autonome destinée à affaiblir le pouvoir

central et la contre-attaque de ce dernier sous la forme du “pacte local” ne relèvent pas seulement d’un enjeu identitaire, mais bien d’un enjeu politique de première importance en ce qu’il concerne la capacité de maîtrise, de domination et d’action sur un territoire.

Le dossier se termine par l’article de Frédéric Saumade qui nous mène hors des frontières européennes, au Mexique, à la rencontre d’une société métisse générée par le conquérant sud-européen. L’identité espagnole si plurielle, voire problématique, dans la péninsule Ibérique incarne ici la domination de l’homme blanc symbolisé par le cheval et le taureau. À travers, l’exemple de pratiques festives dans deux villages aux caractéristiques sociologiques différentes, le regard de l’anthropologue relève des contrastes quant à la mise en œuvre de ces pratiques qui sont autant de marquages identitaires et territoriaux ; contrastes qui

pourtant à l’échelle de l’État reproduisent une idéologie nationaliste globalisante qui continue à privilégier l’homme blanc au détriment de l’indien et encore plus de l’homme noir.

L’*unitas multiplex* mexicaine serait-elle le “paradigme perdu” des rapports entre État et nation. Comment le “différent” peut-il s’accommoder du “même” ? Il semble bien que l’État-nation ne soit pas la seule réponse possible à cette question. À nos “esprits d’État” (Bourdieu, 1994), il est difficile d’apporter une réponse. Face aux mythes, il est toujours difficile d’inventer des mythes contraires, tout au plus pouvons-nous essayer d’en montrer les limites. Tel est le dessein de ce numéro de *Pôle Sud* qui entend ainsi participer à un débat en cours et qui, à l’évidence, a de fortes chances de se poursuivre pour quelques temps encore.



Notes

1. À l’exception notable de la contribution de Stein Rokkan qui, dans sa perspective très particulière, propose “un modèle multi-niveaux de formation de profils structurels des systèmes politiques” (p. 565).
2. Comme le souligne Habermas, “la nation a deux visages. Alors que la nation voulue par les citoyens est la source de la légitimation démocratique, la nation innée des compatriotes assure l’intégration sociale. Les citoyens constituent l’association politique des sujets libres et égaux par leurs propres moyens ; les compatriotes se trouvent dans une communauté caractérisée par une langue et une histoire communes. Le concept d’État-nation est traversé par la tension entre l’universalisme d’une communauté juridique égalitaire et le particularisme d’une communauté de destin historique” (p. 105).
3. Raymond Aron indique à ce propos que “la nation, à la fin du XIX^e siècle, apparut aux historiens ou penseurs européens aussi naturelle que la cité apparue telle aux penseurs grecs. Dans la nation, communauté de culture et ordre militaire se rejoignent pour créer l’unité politique, à la fois *conforme à la nature* puisque tous les individus participeraient à la citoyenneté et *idéale* puisque, le jour où chaque nation aurait accompli sa vocation la paix règnerait entre les êtres collectifs, libres donc fraternels” (p. 296).

Références

- Aglietta M., *Macroéconomie financière*, Paris, Repères/La découverte, 1995.
- Anderson B., *Imagined Communities. Reflections on the Origin and the Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983.
- Aron R., *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1984.
- Badie B., *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1995.
- Badie B., *Un monde sans souveraineté. Les États entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard, 1999.
- Badie B., Birnbaum P., *Sociologie de l'État*, Paris, Pluriel/Hachette, 1982.
- Bauer O., *La question des nationalités et la social-démocratie*, 2 vol, Paris, EDI, 1987.
- Bourdieu P., "Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique", *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Points/Seuil, 1994.
- Bayart J.-F., *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.
- Birnbaum P., *La fin du politique*, Paris, Seuil, 1975.
- Birnbaum P., "L'étatisation de la nation : la levée en masse pendant la Révolution française", *La Logique de l'État*, Paris, Fayard, 1982.
- Boudon R., *L'idéologie*, Paris, Fayard, 1986.
- Buchanan A., *Secession. The Morality of Political Divorce from Fort Sumter to Luthuania and Quebec*, Boulder, Westview Press, 1991.
- Cobban A., *The Nation State and National Self-Determination*, London, Collins, 1969.
- Dariche M.-S., "L'horizon ethnique de la modernité. La sociologie d'Anthony D. Smith face à la question nationale", *Revue internationale de politique comparée*, vol. 7, n° 1, 2000.
- Gellner E., *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989.
- Gellner E., "Nationalism", *Thought and Change*, Londres, Weidenfeld et Nicolson, 1964.
- Gellner E., "Le nationalisme et les deux formes de la cohésion dans les sociétés complexes", in Delannoi G., Taguieff P.-A. (dir.), *Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité*, Paris, Kimé, 1991.
- Giddens A., *La constitution de la société*, Paris, PUF, 1987.
- Giddens A., *The Consequences of Modernity*, Stanford, Stanford University Press, 1990.
- Giddens A., "Living in a Post-Traditional Society", in Beck U., Giddens A., Lash S., *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, Cambridge, Polity Press, 1994.
- Habermas J., *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot, 1978a.
- Habermas J., *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978b.
- Habermas J., *Théorie de l'agir communicationnel*, 2 vol., Paris, Fayard, 1987.
- Habermas J., *L'intégration républicaine. Essais de théorie politique*, Paris, Fayard, 1998.
- Hermet G., *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Points/Seuil, 1996.
- Hobsbawm E. J., "Mass-producing Traditions. Europe 1870-1914", in Hobsbawm E. J., Ranger T. (eds.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.
- Linz J. J., "Construction nationale et construction étatique", *Pôle Sud*, n° 7, 1997.
- Migdal J. S., "Studying the State", in Lichbach M. I., Zucherman A. S. (eds.), *Comparative Politics. Rationality, Culture and Structure*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- Mill J. S., *On liberty and Considerations on Representative Government*, Oxford, Basil Blackwell, 1946.
-

État-nation : un couple indissociable ?

- Peres H., "Identité communale, République et communalisation. À propos des monuments aux morts des villages", *Revue Française de Science Politique*, n° 5, 1989.
- Renner K., *La Nation, Mythe et Réalité*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1998.
- Rokkan S., "Un modèle géo-économique et géopolitique de quelques sources de variation en Europe de l'Ouest", *Communications*, n° 45, 1987.
- Ronen D., *The Quest for Self-determination*, New Heaven, Yale University Press, 1979.
- Smith A. D., "State-Making and National Building", in Hall J. A. (ed.), *States in History*, Oxford, Basil Blackwell, 1986.
- Smith A. D., *National identity*, London, Penguin Books, 1991.
- Thiesse A.-M., *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1999.
- Tilly C. (ed.), *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1975.
- Tilly C., *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe (990-1990)*, Paris, Aubier, 1992a.
- Tilly C., "Prisonniers de l'État", *Revue internationale des sciences sociales*, n° 133, août 1992b.
- Wallerstein I., *Le capitalisme historique*, Paris, Repères/La découverte, 1985.

